



Vladimír Špidla

Ce 17 octobre marque la Journée internationale de la pauvreté. Dans son message en cette occasion, le commissaire européen Vladimír Špidla a annoncé : « Dans trois mois à compter d'aujourd'hui, l'UE lancera l'initiative «2010 : Année européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale». Cette campagne d'un an affirmera plus fermement le droit des personnes vivant dans la pauvreté de participer pleinement à la société, et renforcera les partenariats entre les acteurs de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. L'objectif général est d'insuffler une nouvelle impulsion à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et de bâtir ensemble une société pour tous ».



Pense-t-on vraiment à eux, à ce stade de la lutte (Octobre 2009) ?

Encore faudrait-il savoir de quelle pauvreté l'on parle ici. Car les événements des derniers jours qui se sont succédés à Madagascar démontrent, déjà, une pauvreté intellectuelle des hommes politiques -tous sans exception- à se surpasser pour ce fameux « intérêt supérieur de la nation ». Grâce à eux, après avoir déclaré parler « au nom du peuple, la Grande île se retrouve à la case départ et tous ont déjà oublié la raison de la lutte ainsi que la mission d'un régime de transition. Tous veulent avoir raison mais tous, tant qu'ils sont, se leurrent, bonne foi ou pas.



Pierrot Rajaonarivelo

En fait, chacun à ses raisons qui sont synonymes d'intérêts. Ceux-ci se transforment très vite en conflits. Or, il n'y a pas trente-six vérités, il n'y en a qu'une. Il y a une différence énorme

entre mener à bien un combat pour plus de justice et conduire une nation. Même de manière transitoire. Mais, au fil du temps, tout le monde oublie subitement pourquoi le peuple est descendu dans la rue. Actuellement, les conflits d'intérêts balayent l'objectif initial et le peuple attendra... Voilà une grave erreur qui va permettre aux 3e, 4e ou 5e larrons de tirer positivement pour eux les marrons du feu. A l'instar de Pierrot Rajaonarivelo qui, en remettant la conduite du parti Arema à son fondateur -Didier Ratsiraka- va se refaire une virginité politique. Le peuple, versatile à souhait, à cause de ces valse-hésitations de la « mouvance » Rajoelina, aura vite fait de se tourner vers l'ami Pierrot pour le soutenir.



Attestation et non arrêté, décret ou loi. Nuance gigantesque

Le plus malheureux, dans cet épisode vers une transition « inclusive et consensuelle », ce n'est pas les réactions tout à fait prévisibles de Marc Ravalomanana. Non, c'est la démarche aussi inexplicable qu'inexpliquée d'Andry Rajoelina lui-même. Depuis toujours, il a prôné la transparence et le devoir d'informer les 20 millions de Malgaches de Madagascar. Quel n'a pas été mon étonnement -et celui de beaucoup d'autres- lorsqu'à l'issue de sa rencontre avec Monja Roindefo, un silence de plomb s'en est suivi. Comment voulez-vous que la rumeur n'ait pas raison dans le temps ? Qu'est-ce qu'il y avait à cacher ? Avant son intervention à la Tvm, le 9 octobre, Andry Rajoelina avait déjà affirmé qu'il avait eu une entrevue avec son Premier ministre pour lui proposer le poste de président du Conseil Supérieur de la Transition. Monja Roindefo ayant refusé, il a décidé d'agir dans l'esprit de Maputo, jusqu'à confondre vitesse et précipitation. Et pouf, un décret de nomination est sorti, qui a eu un effet contraire. Monja Roindefo démontrant qu'il n'est pas un enfant de cœur et qu'il a aussi ses raisons (donc ses intérêts, le reste n'étant que du baratin), dépose deux requêtes d'annulation. Cette seule démarche marque une rupture que l'on ne veut pas admettre.

<http://www.youtube.com/watch?v=OANRJXmRnq0>

Explications, en malgache, sur l'incompétence du Conseil d'Etat par Jean Eric Rakotoarisoa, juriste de renom, confirmant que le Conseil d'Etat n'est pas compétent pour statuer sur un acte gouvernemental, selon le droit administratif en vigueur à Madagascar (CLIQUEZ SUR LE LIEN CI-DESSUS)

Le plus sidérant est que la loi elle-même précise qu'en matière d'acte gouvernemental -donc

politique- le Conseil d'Etat sera incompétent pour trancher la question. Pour temporiser (à se demander pourquoi), elle transmet une sorte de reçu que le premier cercle de Monja Roindefo –et certains « journalistes » en mal de scoop- prennent pour un acquis, une « victoire ». La décision de nomination d'Eugène Mangalaza étant effectivement non officiellement suspendue. Mais en attendant quoi ? Que le Conseil d'Etat se révèle incompétent ! Si ce n'est pas le cas, qui a pu, entre-temps, changer la loi en matière de droit administratif à Madagascar ? Afin de trouver une solution « à la malgache », les Fdc (Forces de changement) entament des tractations pour rapprocher le Président et son Premier ministre. On connaît la suite : « rien n'a filtré de leur entrevue, au palais d'Ambohitsorohitra, qui a duré une heure ». Dès lors, où se situe le droit du peuple à savoir ? Quid des déclarations de transparence ? Ces « cachotteries » cachent très mal le fait qu'il existe un objet de chantage, pour ne pas dire qu'Andry Rajoelina lui-même est l'objet de ce chantage. Il s'agit, pour Monja Roindefo de temporiser. Car, qu'il le veuille ou non, il devra quitter ce poste de Premier ministre propice à toutes les tentations... Il recule pour mieux sauter.



Marc Ravalomanana, prêt jusqu'au bout, armé du pilier de son immense richesse

Voilà où l'on en est actuellement. Une trêve se fera grâce à la finale de l'Afrobasket Women 2009, ce 18 octobre mais, franchement, on se demande de quoi la semaine qui vient sera faite. Revenons un peu sur cette notion de consensus. En y réfléchissant bien, il n'est inscrit nulle part sa conditionnalité. Est-ce un consensus impératif ou un consensus démocratique ? Dans le premier cas, effectivement, il faut la signature des quatre chefs de file. Mais dans le second cas, à trois contre un, Ravalomanana doit s'y plier. Encore une carence de précision dans ces accords de Maputo. Un Ravalomanana superbe dans ses propres contradictions. Il n'est pas d'accord pour une rencontre à Genève, pays européen mais ne rechigne pas pour Berlin. Une ville d'un pays africain que l'on ignore, sans doute...



Tout le monde ne peut avoir les mêmes idées. Saluons le courage de ces enfants de "Dada" bien qu'il est prouvé, ici, qu'ils ne pourront jamais s'en sortir par eux-mêmes, sans un "père" et un Etat-providence qui n'ont jamais rien développé en 49 ans de dépendance en tous genres.

Bien au contraire. Cela est dû au manque d'informations pluralistes et de connaissance de l'histoire de leur propre pays. Un appauvrissement culturel datant des années socialistes de Didier Ratsiraka. A présent libres, ces compatriotes malgaches goûtent à la liberté de dire tout ce qu'ils veulent, au nom de la "démocratie" retrouvée. Sincèrement, auraient-ils pu le faire sous le régime Ravalomanana, mandat II ? Non !

Petit miracle de ce samedi 17 octobre 2009, en direct du Magro. C'est au téléphone que Marc Ravalomanana a annoncé à ses partisans qu'il allait signer ces accords de Maputo, à condition que la rencontre se fasse dans une ville africaine. Bonne nouvelle mais restons sur nos gardes, vu tous les précédents...



« *Tsy kilalaon-jaza ny fiainam-pirenena* », dixit Andry Rajoelina, plusieurs fois déjà

Mais pour en revenir au cœur de ce dossier, le plus grand reproche que j'adresse à Andry Rajoelina, c'est ce mutisme complice à l'issue de l'entrevue du 15 octobre dernier. Je me mets à sa place, un instant. Certes, il faut louer les tractations menées par les Fdc pour une rencontre avec Monja Roindefo qui n'a pas hésité un instant jusqu'à aller au Conseil d'Etat pour contester ma décision qui, somme toute, prend en compte les accords signés à Maputo pour la nomination d'un Premier ministre de consensus. Par transparence et pour ce "peuple" qui m'a suivi depuis le début, j'aurai fait une déclaration rien que pour prouver, comme Andry Rajoelina l'a souvent répété, que la vie de la nation n'est pas un jeu d'enfant (« *Tsy kilalaon-jaza ny fiainam-pirenena* »). Sur quoi reposait l'entrevue et quelles ont été les décisions prises ou non ? Je suis le président, que diable ! Imposer un black-out signifie, pour le commun des Malgaches, un ascendant certain de Monja Roindefo sur moi. Le "*tsy misy afaka manery aho*" (personne ne peut m'obliger) n'est donc rien qu'un effet d'annonce lors ? Cela est incompatible avec le devoir et le droit d'informer le public, étant donc un "homme d'Etat". A mon sens, il ne devrait y avoir aucun secret d'Etat dans cette période de transition limitée dans le temps. Donner des explications par la suite ne sera qu'une excuse de plus pour faire deux pas en avant et un pas en arrière. Reculer aussi pour mieux sauter, en quelque sorte. Quid aussi, dès lors, de la résolution de parler en direct, et le plus souvent possible avec le peuple, entendue à la Tvm, le 9 octobre 2009 ? Un oubli ?...



Saut dans le vide. L'image parfaite de la situation à Madagascar, en ce mois d'octobre 2009

Que signifie cette locution ? Elle veut dire : Retarder une décision inévitable. L'autre sens possible est : prendre du recul pour rendre possible une décision. Dans le cas des hommes

politiques de Madagascar, il semble que cela signifie prendre un élan pour amorcer un bond les deux pieds joints vers le vide. Certes, il existe une différence entre un mensonge et un non-dit. Mais à un certain stade, c'est du pareil au même. Il y a une temporisation de quelque chose qui nous dépasse mais dont l'objet n'est surtout pas l'intérêt supérieur de la nation. Andry Rajoelina s'est trouvé, par sa faute, objet d'un quelconque chantage -dont intérêt- financier, il n'y a pas de doute à ce sujet, malgré le langage « diplomatique » utilisé ici et là que "tout va bien pour le meilleur des mondes entre les deux jeunes hommes". Il y a cette démarche auprès du Conseil d'Etat qui ne trompe personne...



Il ne faudrait pas prendre, encore, ces combattants de la liberté pour des attardés mentaux

Si le peuple a lutté et voulu de lui comme meneur, ce n'est pas pour qu'il fasse un bond en arrière avec ce genre de cachotterie qui affaiblit la confiance portée aveuglément envers lui. Ce n'est pas la première fois qu'il va d'hésitation en hésitation. A la longue, d'homme d'influence, il va être taxé d'homme influencé. Son mutisme, ici, n'est pas du à une carence du service de communication de la Présidence mais bel et bien d'un ordre intentionnel à son niveau. Etant vu du côté du grand nombre, donc du peuple qui a lutté, ce mutisme ne présage rien de bon dans la conduite des affaires de la nation. Cela a un nom : autocensure entraînant la censure et les « tsaho » (rumeurs). 1972-1991-2002-2009 : aurais-je encore lutté pour rien ? Le temps perdu ne se rattrape pas. Mais il paraît que tout dirigeant est perfectible si on sait le rappeler à l'ordre quand il le faut, et non pas le laisser se bercer et/ou le bercer d'illusions dangereuses pour lui-même.



Andry Rajoelina, Monja Roindefo et le président de l'association AV7, inaugurant la stèle des martyrs du 7 février 2009

Nous attendons tous une explication plausible et non des excuses. Car, au stade où en sont les choses, qui s'excuse s'accuse... Sinon, adieu jusqu'à la présidence de la IV^e république. Car le peuple, qu'on oublie totalement actuellement, n'oublie pas, lui, ce genre de comportement qui vient de celui qui entend être démocrate et homme d'état. Andry Rajoelina va-t-il enfin comprendre qu'il se trompe d'approche et qu'il doit rectifier sa stratégie ? Il ne s'agit, en aucun cas, de faire plaisir à tout le monde mais d'agir rigoureusement pour le bien du grand nombre dont certains ont donné leur vie, le 7 février 2009. Souvent, un homme d'état se reconnaît dans sa ferme décision de prendre des mesures impopulaires dans l'immédiat, mais bénéfiques dans le terme. Et ne plus reculer pour mieux sauter... dans le vide. Enfin, il faut également démontrer que l'on supporte vraiment les critiques constructives du côté de cette Hat actuellement menée

par un demi Premier ministre. Au stade actuel de cette révolution orange devenue multicolore, ne parler que du ciel bleu et des oiseaux qui chantent devient suspect. Car l'excès de louanges amènent le plus doux des agneaux à devenir un "tsy refesi-mandidy" (littéralement : dictateur). A bon entendeur salut.

Enfin, pour ceux qui ont la mémoire courte, cliquez sur le lien suivant :

<http://74.125.113.132/search?q=cache:NJ9F-e9omilJ:andriamananoro.org/politique/417-municipales-a-antananarivo--dandriamanjato-a-andry-tgv.html+jean+ramambazafy&cd=12&hl=fr&ct=clnk&gl=fr>

Jeannot Ramambazafy

17 octobre 2009